

J'ai feuilleté le discours du trône: il y a deux endroits où ça paraît intéressant. Lorsqu'on lisait: Le gouvernement va organiser un sommet tripartite regroupant les représentants du monde syndical, des consommateurs, des représentants du monde patronal, je me disais: enfin, voilà l'endroit où ils vont parler comment régler le problème du chômage. Mais non. Qu'est-ce qu'on découvre dans le texte: Ils vont se réunir pour savoir comment le peu de travailleurs qui restent à travailler vont être plus productifs. Ce n'était pas le point numéro un à cette assemblée, ce n'est pas de s'asseoir ensemble pour dire: Comment réduire le chômage? A cette occasion-là on aurait pu discuter: peut-être utiliser le moyen d'une pré-retraite qui pourrait aider à réduire le chômage? Peut-être d'utiliser les fonds de l'assurance-chômage pour permettre aux gens de 60 ans de se retirer du marché du travail et, ainsi, libérer des emplois pour les jeunes, ou ceux qui le désirent? Peut-être qu'on aurait pu étudier les recommandations syndicales afin de réduire les heures de travail pour créer plus d'emplois? On aurait pu aussi discuter le travail à temps partagé ainsi qu'une foule de suggestions que tous ces gens intéressés et compétents auraient pu suggérer. Mais non! A l'ordre du jour numéro un, c'est l'économie et comment réduire le déficit, monsieur le Président. On n'y trouve qu'une bonne chose, et je pense que ce gouvernement-là n'est pas capable de faire bien au complet même ce qu'il essaie de bien faire. C'est plutôt la suggestion de réduire l'allocation au conjoint pour les veufs et les veuves de 60 à 64 ans. Mais ce que je ne comprends pas, c'est pourquoi allons-nous pénaliser les célibataires? Pourquoi faire de la discrimination à l'endroit des célibataires? Pourquoi pénaliser une personne qui est séparée et divorcée? Pourquoi avoir décidé cela?

Je pense que si le ministre avait décidé de réduire pour les personnes seules entre 60 et 64 ans, c'est parce qu'elles avaient des besoins, qu'elles soient veufs ou veuves ou célibataires, qu'elles soient séparées ou divorcées... J'ose espérer et j'ai confiance, car j'ai confiance en ce ministre-là, car je crois qu'il y en existe à peine un ou deux dans ce Cabinet qui défendront les citoyens à moyens et à faibles revenus, car la «balance» sont tous de l'«establishment» financier.

Monsieur le Président, je dis toujours qu'une photo vaut mille mots, qu'une caricature décrit. Mais c'est quoi ça le discours du trône? Voici, j'ai ici une caricature du Journal de Montréal du 6 novembre qui démontrait le gouverneur général qui lisait le discours du trône... C'est un papier en blanc, et voici ce que les gens pensent du discours du Trône.

Maintenant parlons du mini-budget. Qu'est-ce qu'on retrouve là-dedans—parce que si on relit les promesses et les engagements de ce gouvernement-là—qu'est-ce qu'on retrouve là-dedans? Augmentation des impôts et diminution des emplois et création du chômage, faisons des mises à pied, augmentation du prix de l'essence de 2c. le litre.

Monsieur le Président, moi je me suis dit, quand j'ai vu le résultat des élections, au Québec on avait le champion des pompistes, celui qui défendait... l'honorable député de Duvernay (M. Della Noce) qui défendait les petits garagistes contre les multinationales... je me suis dit, dans ce gouvernement-là il va au moins y avoir un gars qui va protéger les citoyens à faibles revenus. Mais je découvre que lorsque le ministre des Finances (M. Wilson) annonce une augmentation, il se lève et applaudit!

### L'Adresse—M. Malépart

Monsieur le Président, je dis: Mais qu'est-ce qui arrive? Qu'est-ce qui arrive, je l'ai vu, il n'y a pas si longtemps à la télévision alors qu'il disait: Les multinationales, on va les écraser. Mais il s'est fait écraser vite, monsieur le Président. Selon une rumeur il a acheté une concession. Il a changé de «business», il a acheté une concession chez M. Muffler, il a eu un contrat pour 57 députés du Québec pour leur poser un silence.

Monsieur le Président, la hausse des prestations d'assurance-chômage et de multiples services que le gouvernement offrirait... Qui va payer la note? Ce sont les consommateurs. Maintenant, regardons ce qui arrive dans les coupures. Il faut toujours se rappeler que ce gouvernement-là avait promis des jobs, des jobs, des emplois, des emplois, des emplois. Regardons ce qu'on a fait pour les jeunes. La première des choses, programme de prêts aux étudiants, ce n'est pas grave, cinq millions, on coupe cela. Le ministre vient de nous dire: Eh bien, on le laisse au niveau de l'an dernier. Mais la table d'indexation pour les riches, il faut la hausser parce que eux, ce serait scandaleux s'il fallait qu'on touche à leur augmentation. Non! Les étudiants, eux, ne sont pas riches, on enlève cela, qu'ils restent au niveau de l'an dernier. D'abord le prix, au niveau scolaire, n'augmentera pas, le transport ne remontera pas avec la hausse du pétrole. Or voici une partie pour les étudiants. Le programme d'échange des jeunes, ce n'est pas grave, on coupe cela. Emploi-Été Canada, 85 millions, on enlève cela, ce n'est pas important.

Monsieur le Président, j'aimerais lire une lettre d'une présidente d'un comité d'école d'une polyvalente de ma circonscription en ce qui concerne les projets Été-Canada, et je cite:

M. Malépart,

Suite à la lecture dans les journaux, des coupures des projets Été-Canada pour les années à venir, je tiens à vous faire part de mon désarroi face à la décision du gouvernement d'abolir lesdits projets. Depuis des années que je travaille bénévolement dans les écoles comme membre de comité d'école, 11 ans exactement, je peux vous dire que bon nombre de nos élèves ont eu accès au Cégep ou à l'université grâce à ces projets qui leur permettaient, dans un court laps de temps, d'aller chercher les fonds nécessaires pour défrayer leurs inscriptions, leurs livres et d'assumer leur transport pour un temps donné. Je vous demande donc de transmettre à qui de droit, notre demande de maintenir les projets Été-Canada, car dans le contexte actuel: taux de chômage élevé, possibilité d'avenir incertain, nous trouvons important que des gens du comité, des jeunes pour la plupart, continuent à espérer en poursuivant des études plus avancées. Je tiens à vous souligner que comme parents j'ai vécu l'expérience cet été, 34 jeunes ont travaillé à des projets, je les ai coordonnés bénévolement, et si c'était à refaire, je referais l'expérience car je peux vous dire que pour la plupart s'ils n'avaient pas travaillé cet été ils auraient dû demeurer à la maison en septembre du fait que les parents n'auraient pas assumé les frais du Cégep ou de l'université. J'ose espérer que cette décision n'est pas irrévocable. En espérant de bonnes nouvelles pour nos élèves et nos parents.

Bien à vous

Micheline Mathieu  
Présidente du Comité de parents de la  
polyvalente Pierre-Dupuy

Voici maintenant le résultat de ce que l'on fait pour les jeunes.

Regardons pour les travailleurs. Tantôt, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M<sup>lle</sup> MacDonald) nous parlait de l'importance pour les personnes de 55 ans de s'adapter aux changements technologiques, la formation de la main-d'œuvre. C'est bien beau des mots, mais on coupe 40 millions, c'est aussi bien de ne pas en parler, c'était mieux de ne pas faire de discours. On coupe 40 millions pour la formation de la main-d'œuvre en milieu de travail; 300 millions au niveau de l'assurance-chômage qui sont coupés. Imaginez-vous donc, ils ont